

Interdire les licenciements, maintenant !

samedi 2 novembre 2013, par [PELLETIER Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 31 octobre 2013).

Michel Sapin, ministre du Travail est content : il n'y aurait que 5 000 demandeurs d'emplois vraiment nouveaux en septembre. Ce qui fait quand même une hausse de plus de 8 % en un an. Soit, au total, plus de 5 millions de personnes sans travail à ce jour.

Après la baisse inattendue de juillet, dûe au bug de SFR chargé de relancer les chômeurs pour l'actualisation de leur situation, les promesses de Hollande d'inverser la courbe du chômage avant la fin de l'année ont de plus en plus de plomb dans l'aile.

Des aides... pour le patronat !

Pourtant on ne peut pas reprocher au gouvernement de ne pas se démenier. En tout cas du côté des aides aux patrons. Les subventions aux entreprises pour une année se montent à plus de 200 milliards, leurs exonérations d'impôts à 60 milliards. Le crédit d'impôt « compétitivité-emploi » leur apportera 10 milliards en 2014. Et, pour ne pas être en reste, la Banque centrale européenne prépare un nouveau prêt aux banques à un taux ridiculement bas, s'ajoutant aux 1000 milliards qu'elle leur a déjà donnés. D'autre part, l'évasion fiscale, côté entreprises, est estimée entre 60 ou 80 milliards.

La célèbre maxime « les profits d'aujourd'hui feront les investissements de demain et les emplois d'après-demain » (doctrine datant des années 80 du « social-démocrate » allemand Schmidt) devient ainsi « les aides d'aujourd'hui font les bénéficiaires d'aujourd'hui... et les chômeurs de maintenant ».

Le gouvernement moins actif contre les licenciements

Depuis leur arrivée au gouvernement, Montebourg et ses acolytes se sont déjà aplatis devant les PDG de PSA, d'Arcelor ou Sanofi. Les salariéEs et syndicalistes de Continental, Sodimédical ou Fralib, dont les patrons ont été condamnés en justice, attendent encore que le gouvernement fasse appliquer les décisions de justice contre ces délinquants.

Aujourd'hui, Montebourg ose défendre le projet de Taylor, patron de Titan, de ne supprimer « que » 900 emplois chez Goodyear. Il y a quelques mois, ce personnage traitait ces mêmes salariéEs de fainéants travaillant 3 heures par jour. Aujourd'hui, il déclare que « *le problème, ce sont ces dirigeants de la CGT. Il doit bien y en avoir qui ont un cerveau* » et que ce « *sont des timbrés* », conseillant au ministre de « *les envoyer à la légion étrangère* »... C'est ce que Moscovici, ministre de l'Économie et des finances, appelle « *la main tendue... qu'il faut accepter* ».

Cette politique est la même dans le secteur public, avec les milliers de postes supprimés dans la santé, l'éducation, à Pôle emploi, etc.

Construire les résistances

Affrontements entre salariéEs, suicides, grèves de la faim, ne sont que les signes visibles de la souffrance, de l'angoisse de millions de salariéEs, chômeurs, jeunes. L'abstention électorale, le vote

Front national en sont une autre expression, le tout sur fond d'instrumentalisation de ces inquiétudes par un gouvernement stigmatisant, réprimant, expulsant les immigrés et les Roms.

Dans cette situation ce ne sont pas des débats et amendements au Parlement, le dialogue social, qui permettront de transformer la résignation en colère, la colère en mobilisations. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'interdiction de tous les licenciements, la suppression et remboursement de toutes les aides, allègements fiscaux accordés aux patrons, la réduction massive du temps de travail avec partage entre toutes les mains et sans diminution du salaire, l'interdiction du travail posté, de nuit, de week-end...

Toutes celles et ceux qui combattent les patrons et la politique du gouvernement doivent se retrouver dans la grève, dans les luttes, dans les rues, pour imposer des mesures radicales. C'est bien la voie qu'ont ouvert les jeunes mobilisés contre l'expulsion de leurs camarades. Alors, dès le 5 novembre, nouvelle journée de mobilisation dans la jeunesse, dans la rue, mettons nos résistances en commun !

Robert Pelletier

P.-S.

* Publié dans : *Hebdo L'Anticapitaliste* - 215 (31/10/2013). <http://www.npa2009.org/>